Réactions du Medef au discours de politique générale du Premier ministre

Publié le 1 octobre 2024

En faisant de la réduction de la dette et des déficits la priorité de l'action du Gouvernement, le Premier ministre a pris la mesure de l'urgence et des menaces qui pèsent sur la France, son économie et ses entreprises. Rien ne serait pire qu'un accident de crédit nous forçant à des ajustements brutaux et dévastateurs.

Le Medef salue un discours de vérité ainsi que l'objectif réaliste de ramener, dans un premier temps, le déficit à 5% du PIB en 2025. Cet objectif ne peut être atteint, comme le Medef l'a rappelé régulièrement, qu'en mobilisant d'abord et très principalement le levier de la réduction des dépenses publiques.

Dans le pays champion des prélèvements obligatoires, c'est une condition préalable et nécessaire au retour progressif à l'équilibre. C'est une exigence pour les Français, pour les entreprises.

Le Medef demande au Gouvernement de prendre des décisions fortes sur le niveau et l'efficacité de la dépense publique.

Le projet de loi de finances pour 2025 devra apporter des éléments probants et immédiats sur les économies que l'Etat engagera réellement. Le Medef a fait encore hier soir au Premier ministre, des propositions précises en ce sens.

Sans ce préalable de réduction de la dépense publique, toute contribution supplémentaire des entreprises, nécessairement exceptionnelle et mesurée, serait incompréhensible.

La volonté du Premier ministre d'engager un puissant chantier de simplification rejoint la préoccupation et les propositions affichées par le Medef qui est prêt à y prendre toute sa part.

Par ailleurs, en faisant de l'écoute, du respect et du dialogue, une méthode de Gouvernement, le Premier ministre partage la vision d'une relation exigeante et constructive avec l'Etat et les partenaires sociaux que le Medef a toujours défendue.

Le président du Medef, Patrick Martin avait proposé aux partenaires sociaux de reprendre la négociation sur l'emploi des seniors. Il se réjouit que le Premier ministre encourage cette démarche avec la volonté de laisser la démocratie sociale jouer pleinement son rôle.

Attaché à faire vivre le dialogue social, le Medef est prêt à discuter avec les autres partenaires sociaux d'aménagements à la réforme des retraites dès lors qu'ils ne remettent pas en cause l'équilibre du régime.

Dans cette période, le Gouvernement trouvera au Medef un acteur responsable mais exigeant, inlassablement attaché à défendre la performance des entreprises françaises.